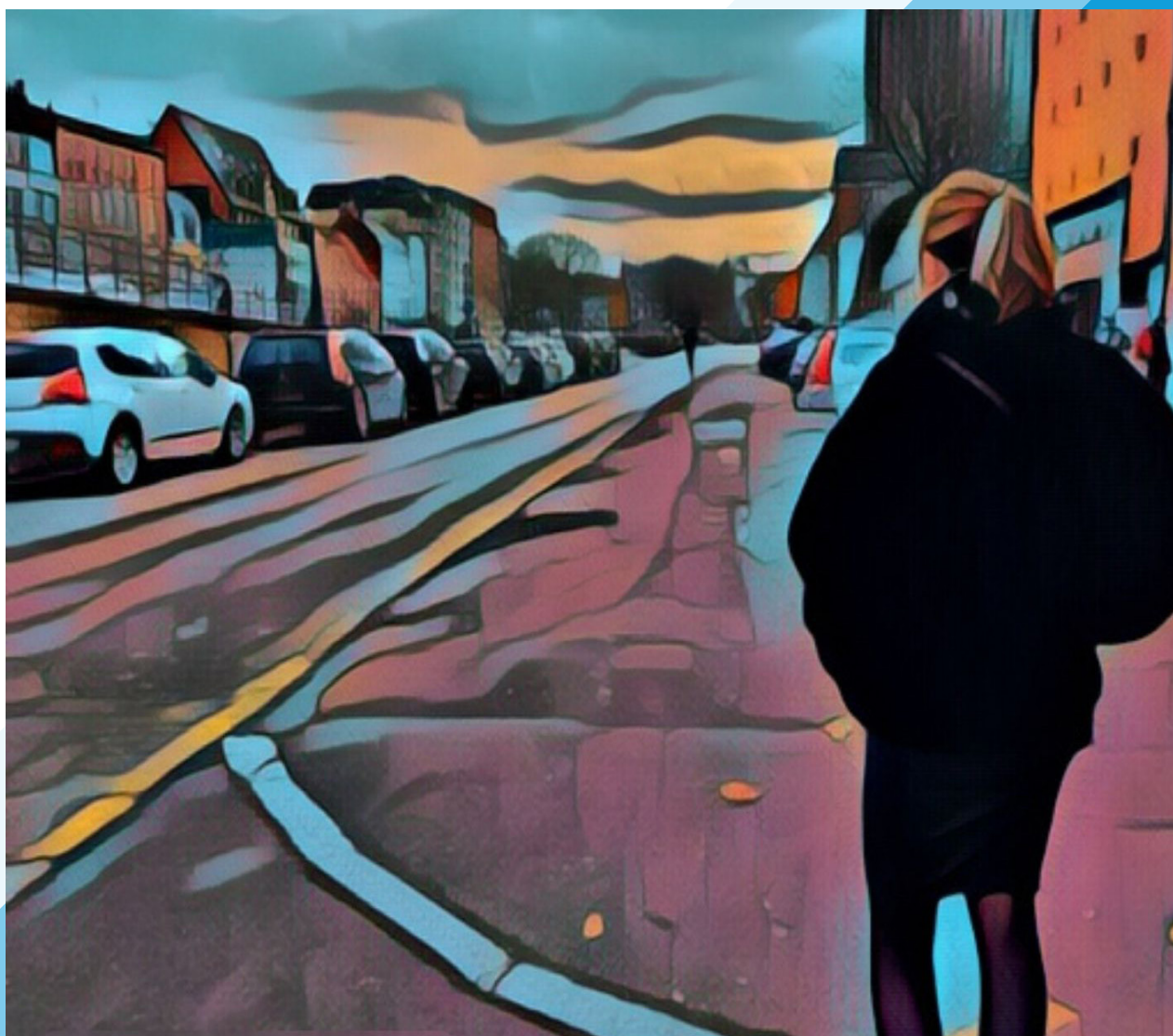


Rapport d'activité 2022



ENTR'ACTES
La réduction des risques

Amorcée il y a quelques années, la mutation de la prostitution de rue vers Internet est aujourd'hui une réalité et un fait croissant pour une large part de notre public.

Néanmoins, pour plus de la moitié de notre file active usagère de produits psychoactifs, du fait de sa situation d'extrême précarité, la rue reste le lieu d'exercice de la prostitution et le moyen de survie économique. De surcroit, l'interdiction de l'ouverture de la SCMR¹ à l'heure où la consommation de crack sur la scène lilloise explose, surajoute aux dommages sanitaires et sociaux auxquels sont exposé·e·s les travailleur·se·s du sexe. Demain, des lieux encore plus insécures, tels que la friche Saint Sauveur, seront-ils les seuls replis urbains possibles pour ce public fragile ? Et si oui, jusqu'à quand et avec quelles conséquences ?

En 2021, nous concluons notre rapport d'activité annuel sur les perspectives de développement d'Entr'Actes suite à l'adoption du Plan national de lutte contre la prostitution des mineurs. Son lancement a en effet permis l'obtention de trois nouvelles subventions. Ces financements correspondent à des projets dont les objectifs ont vocation à :

- répondre aux nouveaux enjeux de la prostitution des mineur·e·s via Internet et les réseaux sociaux en renforçant nos activités de maraude virtuelle ;
- prévenir les conduites prostitutionnelles chez les collégien·ne·s de 4^{ème} et de 3^{ème}.
- former les professionnel·le·s à la prise en compte de la question prostitutionnelle des mineur·e·s.

Le recrutement d'une animatrice de réseaux et d'une formatrice en renfort de l'équipe d'Entr'Actes doit permettre de mener à bien l'ensemble de ces actions.

Vincent DUBAELE,
Directeur du service Entr'Actes

¹ - Salle de consommation à moindres risques, voulue et portée par les CAARUD (Centres d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des risques pour Usagers de Drogues), l'ARS (Agence Régionale de Santé) et la Ville de Lille, son ouverture s'est vue empêchée par les autorités préfectorales en 2022.

Sommaire

Edito	02
I. Présentation d'Entr'Actes	
1. Équipe, principes et objectifs.....	04
2. Fonctionnement.....	05
3. Plan d'amélioration continue de la qualité.....	07
II. L'activité du service en 2022	
1. Chiffres clés.....	08
2. La Réduction des Risques et des Dommages.....	09
3. Le Pôle Santé.....	12
4. L'accès aux droits.....	17
5. La médiation sociale.....	20
6. Entr'Actes 2.0 : notre présence sur Internet et les réseaux sociaux.....	22
III. La prostitution des mineur-e-s	
1. L'action « Entr'Actes en mode mineur ».....	28
2. Données chiffrées.....	29
3. Partenariats.....	32
4. La formation.....	34

01 Présentation

1. Notre équipe, nos principes et nos objectifs

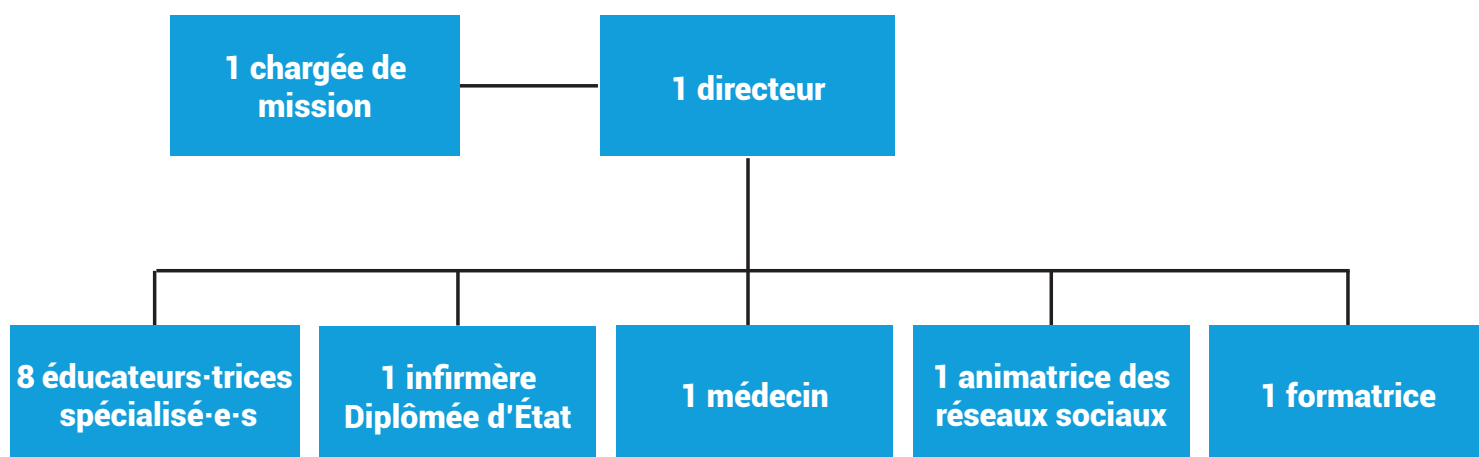
Entr'Actes, qu'est-ce que c'est ?

→ Un service qui mène une **action de type santé communautaire avec et pour les travailleur-se-s du sexe**, qui veille à prévenir les dommages et éviter l'aggravation des conséquences liées à l'activité prostitutionnelle et à l'usage de drogues.

→ Il s'agit d'une démarche pragmatique de **Réduction des risques et des dommages (RDRD)**, qui vise à soutenir les personnes les plus fragilisées et à trouver avec elles des solutions adaptées à leurs pratiques afin de réduire les risques de contamination et/ou de transmission d'agents pathogènes.

→ Entr'Actes est le seul **CAARUD**¹ en France à être exclusivement réservé à ce public.

Notre équipe



Nos principes

Libre adhésion

Non jugement

Anonymat

Innovation

Travail en partenariat

Souplesse d'intervention

Accueil à bas seuil d'exigence

Nos objectifs

- Prévenir et lutter contre les IST², le VIH³, les hépatites.
- Prévenir et réduire les risques liés entre autres aux pratiques sexuelles tarifées et à l'usage de drogues.
- Prévenir les grossesses non désirées.
- Proposer des conditions favorables aux accompagnements sociaux et/ou médicaux pour les travailleur-se-s du sexe qui le souhaitent.
- Favoriser l'accès au droit commun en matière de santé, de justice, de logement...

¹ - Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des risques pour Usagers de Drogues

² - Infections Sexuellement Transmissibles

³ - Virus de l'immunodéficience humaine

2. Notre fonctionnement

Nos modes d'intervention

► L'Antenne Mobile



Elle sillonne le territoire prostitutionnel : **mardi et jeudi de 20h à 4h et le vendredi de 18h à 1h.**

Elle peut être utilisée occasionnellement pour mener des actions.

► Le Travail de rue



Les **maraudes à pied formalisées** ont lieu en semaine de 13h30 à 14h30.

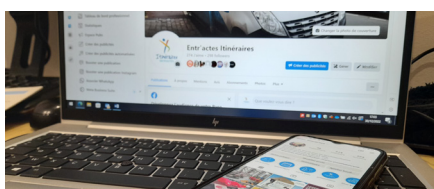
Les professionnels sont également amenés à réaliser des **maraudes informelles** en cas de nécessité.

► Le Local



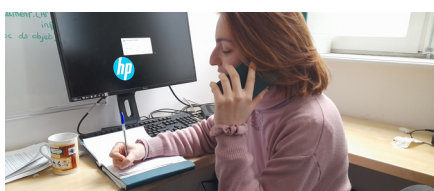
Le local d'accueil est ouvert au public : **mardi et jeudi de 14h30 à 17h30 et vendredi de 13h30 à 17h30.**

► Internet et les réseaux sociaux



Entr'Actes réalise **des maraudes virtuelles** sur les sites d'annonces et les réseaux sociaux afin de diffuser des messages de prévention et de réduction des risques et d'entrer en contact avec de nouveaux publics. Ce travail s'est fortement développé en 2022 avec l'arrivée d'une **animatrice des réseaux sociaux** (voir page 22).

► Le Phoning¹



Le **Pôle Phoning** a pour objectif initial de maintenir le lien avec les personnes accompagnées, mais éloignées des services sanitaires et sociaux.

► La formation



Démarrées au dernier trimestre 2022, des actions de formation des professionnel·le·s de la Protection de l'Enfance et de sensibilisation des adolescent·e·s des collèges ont été mises en place, dans le cadre du projet «Entr'Actes en mode mineur» (voir page 34).

¹ - Démarchage téléphonique

L'accueil à bas seuil d'exigence

► Pour la consommation de produits psychoactifs

Il s'agit d'un accueil inconditionnel visant non pas l'abstinence mais des pratiques sûres du point de vue sanitaire. La remise et l'échange de matériels de consommation stériles (seringues, aiguilles...) en sont les exemples les plus illustratifs.

► Pour le travail du sexe

Il s'agit d'accueillir, d'accompagner, d'aider inconditionnellement les travailleur-se-s du sexe, que leur projet soit l'arrêt ou pas de cette activité.

La remise de matériels destinés aux pratiques sexuelles sûres (préservatifs masculins, préservatifs internes, gel...) en est un exemple.

Nos lieux d'intervention

Historiquement le **quartier du Vieux Lille** et occasionnellement d'autres quartiers tels que le **quartier de la gare, l'hyper-centre**, la **Friche Saint Sauveur** et le quartier de **Lille Sud**. Durant l'année 2022, le **travail numérique** sur Internet et les réseaux sociaux s'est considérablement développé. L'arrivée d'une animatrice réseau en novembre a permis cet essor (voir page 22).

Avec le projet « **Entr'Actes en mode mineur** », l'équipe parcourt **d'autres territoires du département**, dans le cadre de suivis de situations individuelles et à la demande de partenaires, afin de dispenser des formations ou sensibilisations sur la thématique de la prostitution des mineur-e-s (voir page 28).



3. Plan d'amélioration continue de la qualité

Le service Entr'Actes s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue de la qualité au service des personnes accueillies. Notre travail est élaboré en tenant compte :

- des besoins des usagers,
- de la réglementation,
- des attentes des financeurs,
- des recommandations de bonnes pratiques.

Cette année 2022 a été consacrée à la **réécriture du projet de service et du livret d'accueil**. La réécriture du projet de service s'est inscrite dans une démarche participative menée avec l'ensemble de l'équipe et l'assistante qualité de l'association, de juin à octobre 2022.

Cette démarche nous a permis de mettre à plat et de décrire le présent du service tout en introduisant des perspectives d'évolution issues d'un travail d'analyse et de réflexion en équipe.

Le projet définit les orientations du service pour les cinq années à venir :

1. Développer la participation des usager·ère·s
2. Rendre accessibles les droits des usager·ère·s et les informations sur les modalités d'accueil et d'accompagnement
3. Poursuivre les actions de promotion de la Réduction des Risques et des Dommages
4. Favoriser l'accès aux soins et limiter les dommages liés aux pratiques
5. Améliorer les pratiques professionnelles

Le livret d'accueil a été retravaillé lors de deux réunions d'équipe avec le regard de l'assistante qualité et l'aide du service communication. Les professionnels ont mobilisé la participation d'une usagère dans le cadre de cette actualisation pour favoriser l'appropriation de l'outil.



02 L'activité en 2022

1. Les chiffres clés

La fréquentation générale



contacts
(6 836 en 2021, +9%)



personnes accueillies ou rencontrées (583 en 2021)

dont :

39 mineur·e·s avéré·e·s

49 jeunes majeur·e·s

La fréquentation du CAARUD



contacts
(3 962 en 2021, +21%)



personnes usagères de drogues (339 en 2021)

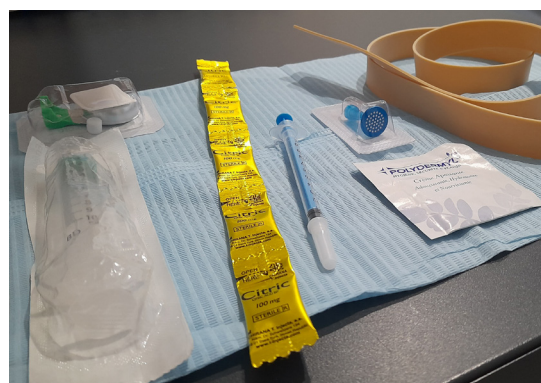
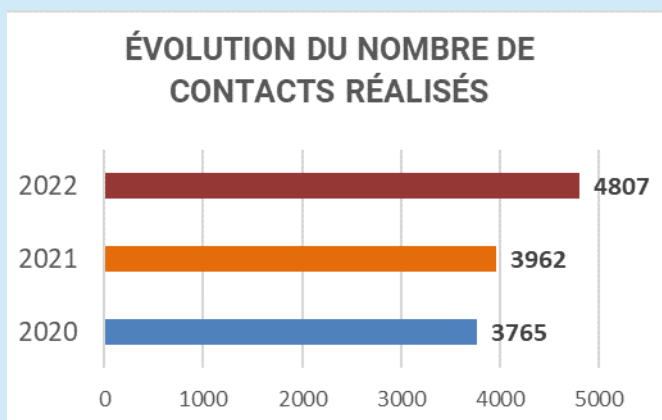
dont :

27 mineur·e·s

La part des usager·ère·s de drogues travailleur·se·s du sexe représente **56%** de la file active globale. Cette proportion augmente depuis maintenant deux ans avec des profils de consommateur·trice·s qui se distinguent par une consommation de crack de plus en plus importante, comme nous pourrions le voir dans les parties suivantes.

FOCUS

Une part de plus en plus importante d'usager·ère·s de drogues



2. La Réduction des Risques et des Dommages en CAARUD

Objectif de la RDRD

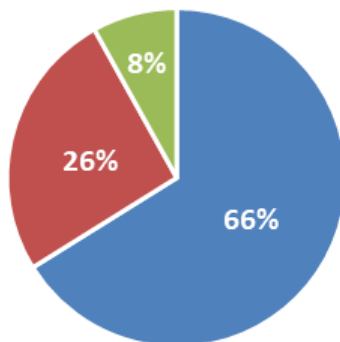
Veiller à réduire les risques et les dommages liés à la consommation de produits psychoactifs, aux addictions et à l'activité du travail du sexe.

Principes de la RDRD

- Le respect de la dignité de la personne, quelles que soient ses pratiques.
- L'illusion d'éradication des drogues ou de disparition de la prostitution est abandonnée au profit de stratégies visant à responsabiliser les usager·ère·s, à réduire les dommages et à promouvoir l'accès aux soins.
- Les interventions se situent en dehors de tout jugement moral et dans des domaines distincts de la répression et du contrôle.
- L'usager·ère est considéré·e comme expert·e.

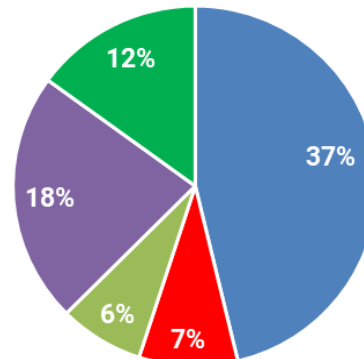
Caractéristiques du public usager de drogues accueilli en 2022

► Genre



■ FEMMES ■ HOMMES ■ NON BINAIRES

► Drogues consommées



■ CRACK ■ HEROINE ■ COCAINE ■ ALCOOL ■ CANNABIS

→ En 2022, nous comptabilisons **352 travailleur·se·s du sexe usager·ère·s de drogues**, soit une hausse de 4% en comparaison avec 2021. **Ce chiffre n'a jamais été aussi important depuis la création du service.**

→ La part des hommes consommateurs est relativement stable en 2022 : **26%** contre 28% en 2021. Un certain nombre d'entre eux n'est pas concerné par le travail du sexe. Néanmoins, ils sont nombreux à bénéficier des services du CAARUD.

→ L'un des faits marquants de l'année 2022 est **la montée de l'usage de crack parmi les travailleur·se·s du sexe**. Depuis un an, **la part des consommateur·trice·s de cocaïne base/crack ne cesse d'augmenter** et représente aujourd'hui **37%** de notre file active relative au CAARUD. Cette population se distingue par une précarité extrême sur un plan sanitaire et social.

FOCUS

La cocaïne base ou crack

« La cocaïne base, qui circule sous l'appellation « crack » ou « free base », est un dérivé du chlorhydrate de cocaïne, résultant de l'adjonction de bicarbonate ou d'ammoniac. Cette transformation permet une cristallisation de la poudre en petits cailloux, destinés à être fumés et plus rarement injectés. Les effets de la cocaïne base sont beaucoup plus puissants que ceux du chlorhydrate. Leur apparition est plus rapide (1 à 2 minutes contre 15 à 30 minutes), mais leur durée est beaucoup plus courte (10 à 15 minutes contre environ une heure), ce qui conduit les usager·e·s à une multiplication des prises ».

Source : OFDT (Observatoire Français des Drogues et des Tendances addictives).

Les principaux matériels de Réduction des Risques et des Dommages distribués en 2022

▶ Liés à l'usage de drogues

- Pipes à crack : **2 159**
- Grilles : 3 564 | Embouts : 1 728
- Feuilles aluminium : **485**
- Seringues (tous modèles confondus) : **910**

▶ Liés à l'activité prostitutionnelle

- Préservatifs masculins : **37 783**
- Lingettes désinfectantes : **8 589**
- Lingettes pour la toilette intime : **5 238**
- Gels lubrifiants : **8 854**

Nos partenaires CAARUD et CSAPA¹

CSAPA
Boris Vian
Lille

CSAPA Boris Vian

ASSOCIATION
Sauvegarde
N O R D

CAARUD Ellipse

 AIDES
Membre de la Coalition
Internationale Sida 

AIDES

abej 
/ SOLIDARITÉ

CAARUD Point de repère

 SPIRITEK
ASSOCIATION

SPIRITEK

Centre Gratuit d'Information,
de Dépistage et de Diagnostic

CeGIDD

CedrAgir
Addictions

CèdrAgir

Nord
le Département est là →

Département du Nord

¹ - Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie



NOTE DE SITUATION

Entr'Actes à la rencontre des crackers dans un squat au cœur du Vieux Lille

Tout au long de l'année 2022, l'équipe éducative est allée à la rencontre des travailleur·se·s du sexe vivant dans un squat situé au cœur du Vieux Lille. Ce lieu de fortune, connu sous le nom de « **Squat de la momie** », est devenu, en l'espace de quelques mois, un lieu de vie et de consommation de crack pour certain·e·s travailleur·se·s du sexe habitué·e·s de la Friche St Sauveur et de consommateur·trice·s migrant·e·s.

En début d'année, dans le cadre des maraudes nocturnes et des permanences d'accueil, certain·e·s usager·ère·s travailleur·se·s du sexe sans domicile nous ont expliqué avoir élu domicile au sein d'une maison abandonnée. Très rapidement, l'équipe s'est rendue sur place afin d'évaluer la situation et s'est heurtée à la présence d'hommes bloquant l'entrée.

Devant leur agressivité, l'équipe a décidé de faire demi-tour et de réfléchir à une autre approche. Dans le cadre du travail partenarial, nous avons pris **contact avec le Samu social**, qui nous a informés passer régulièrement pour déposer des colis alimentaires et des produits d'hygiène.

La fois suivante, **l'équipe a utilisé la remise de matériels de consommation et de colis alimentaires pour se faire accepter des squatteurs**. Pendant plusieurs mois, l'accroche du matériel et des colis a permis aux professionnels de se rendre sur place, mais sans pouvoir accéder aux étages.

Progressivement, grâce au lien de confiance instauré avec les travailleur·se·s du sexe vivant dans ce lieu, ils/elles nous ont confiés être **victimes de violences physiques récurrentes et de vols répétés à l'intérieur du squat**.

Face à cela, nous avons multiplié nos allées et venues et avons enfin réussi à pénétrer les lieux. Les colis alimentaires et les matériels stériles (pipes à crack, filtres, grilles) remis à chaque passage nous ont permis de dialoguer avec les «tenanciers» de ce lieu. En parallèle des réponses apportées aux besoins alimentaires et d'hygiène, **nous avons mené des actions de dépistages et d'accès aux soins sur place**.

Courant 2022, lors de nos maraudes nocturnes, nous avons constaté **la présence d'un mineur de 8 ans dans ce lieu insécure**. En tant qu'acteur de la protection de l'enfance, nous avons pris l'initiative de signaler la situation aux autorités compétentes, ce qui a entraîné l'intervention des forces de Police et la **fermeture administrative du squat**.

Les usager·ère·s majeur·e·s présent·e·s dans le squat ont alors perdu leur lieu de « résidence » et se sont dispersé·e·s dans l'espace public. Les tensions avec les riverains se sont accentuées, nécessitant une intervention de médiation du service Entr'Actes. Si le squat permettait aux usager·ère·s de consommer du crack en toute discrétion, **son démantèlement les a exposé·e·s à la vue de tou·te·s et a généré des troubles à l'ordre public**.



3. Le Pôle Santé

Objectifs

- Améliorer l'accès aux soins en offrant des consultations infirmières et médicales.
- Prévenir les grossesses non désirées.
- Mettre en place des actions de prévention du VIH/SIDA, des hépatites et des Infections Sexuellement Transmissibles.
- Proposer des accompagnements physiques vers des structures de soins.
- Organiser des actions spécifiques sur des thématiques de santé (campagne de vaccination, de dépistage...).
- Développer des projets visant à améliorer l'estime de soi afin de susciter les demandes de soins.

L'équipe du Pôle Santé



► Dr. GUICHARD, médecin addictologue

Le Dr. GUICHARD intervient sur des temps nocturnes au sein de l'Antenne Mobile depuis de nombreuses années.



► Fany BARON LEROY, infirmière

La permanence infirmière constitue un axe fort du Pôle Santé. Elle est assurée par **Mme BARON LEROY**, qui coordonne l'ensemble des activités santé. Celle-ci intervient sur des temps nocturnes et diurnes au sein du **cabinet médical** et en **Antenne Mobile**.



► Élodie HUBERT, sage femme

Jusqu'en juillet 2022, la consultation gynécologique était assurée par le Dr. DONNET. Un passage de relais a été fait avec **Mme HUBERT**, sage-femme, en novembre 2022.

La consultation gynécologique est proposée un jeudi par mois de 15h à 17h. L'objectif de cette consultation est d'amener les travailleuses du sexe à bénéficier d'un examen gynécologique complet et de les sensibiliser à l'importance d'un suivi régulier.

En parallèle des consultations au local, Mme HUBERT se tient à disposition de l'infirmière pour **des consultations à distance**. Cela permet une grande réactivité dans la prise en charge médicale des patientes.

Quelques chiffres

		2021	2022
PERMANENCE MÉDICALE Dr. GUICHARD	Permanences réalisées	22	19
	Personnes différentes vues / contactées	54	57
	Consultations réalisées	69	73

Dans le cadre des tournées en Antenne Mobile nocturnes, deux soirs par mois, le Dr. GUICHARD a vu en consultation **57 personnes différentes** et a réalisé **73 consultations** en 2022. Cela malgré un nombre de permanences inférieure à 2021.

		2021	2022
PERMANENCE INFIRMIÈRE Mme BARON LEROY	Personnes différentes vues / contactées	207	220
	Consultations réalisées	1908	2380
	dont consultations outreach ¹ numérique	19	222
	Dépistages réalisés	137	151

En 2022, les consultations infirmières ont augmenté significativement de 25%.

Comme les années précédentes, la permanence infirmière ne désemplit pas, corrélée à une hausse du nombre de travailleur-se-s du sexe vu-e-s et/ou contacté-e-s. **Le déploiement des maraudes numériques** (c'est-à-dire aller à la rencontre des travailleur-se-s du sexe usager-ère-s de drogues ou non exerçant sur Internet et les réseaux sociaux) permet notamment d'expliquer cette augmentation. En effet, ce public, confronté à un isolement social très important, **est très en demande d'informations relatives aux pratiques sexuelles à risques et à leurs conséquences sanitaires.**

		2021	2022
PERMANENCE SAGE FEMME Mme Élodie HUBERT	Permanences réalisées	8	11
	Personnes différentes vues / contactées	38	53
	Consultations réalisées	50	68
	Frottis réalisés	21	26

¹- Outreach = sensibilisation

FOCUS

La consultation gynécologique, une spécificité du service Entr'Actes

Après deux ans d'existence, la consultation gynécologique est devenue **une action primordiale du Pôle Santé**. Sans volonté de nous substituer aux structures de soins existantes, nous avons cependant très vite constaté que **les orientations des travailleuses du sexe ne fonctionnaient pas** : rares étaient celles à se rendre au CeGIDD¹ ou à MSL² pour la réalisation de dépistages des cancers féminins notamment.

Les usagères vivent au quotidien dans l'urgence, avec l'impératif de gagner de l'argent très rapidement pour subvenir à leurs besoins vitaux et/ou leur consommation. Il était alors **nécessaire pour le service de s'adapter**.

Peu à peu, **la consultation gynécologique s'est imposée comme une évidence au sein des actions du Pôle Santé**, compte tenu de la féminisation de notre public et au regard du travail du sexe. Il est important de constater que **si la santé pour les travailleur-se-s du sexe n'est pas une priorité, la gynécologie l'est encore moins**.

Aujourd'hui, grâce au travail de sensibilisation et de repérage réalisé par l'infirmière du service, **53 femmes âgées de 17 à 56 ans ont été vues en consultation**. Une attention particulière est portée aux travailleuses du sexe usagères de drogues qui, pour la plupart, n'ont jamais eu de suivi gynécologique malgré parfois de nombreux symptômes (cf note de situation page 16).

A l'occasion d'un **après-midi d'échanges sur la Réduction des risques organisé par le Collectif des CAARUD Lillois** le 19 octobre 2022, l'équipe d'Entr'Actes et Nadia, travailleuse du sexe et usagère de drogue, sont intervenues pour témoigner de l'importance du Pôle Santé.

Nadia, travailleuse du sexe et usagère de drogue :

« J'ai d'abord rencontré Fany, qui m'a sensibilisée et m'a conseillée de prendre un rendez-vous gynécologique. Aller voir un médecin c'est assez compliqué, car il faut à chaque fois tout recommencer et réexpliquer alors que nous ne savons pas comment il va nous recevoir. Souvent, il y a un jugement assez destructeur.

Le fait que Fany vienne à moi, cela m'a vraiment facilité la tâche. C'est important d'avoir une infirmière qui vient nous voir, ce n'est pas nous qui nous déplaçons. L'équipe d'Entr'Actes tourne dans les rues, elle vient nous voir et nous sensibilise.

Ça m'a pris du temps avant de rencontrer le Dr. GUICHARD (médecin référent d'Entr'Actes), au moins 6 mois. Le premier rendez-vous : je n'y suis pas allée. Deuxième rendez-vous : je suis allée jusqu'à pas loin de l'association, puis j'ai fait demi-tour. Pourtant, j'avais un problème assez important, mais je n'arrivais pas à aller voir un professionnel. Fany a pris le temps de vraiment me mettre en confiance et j'ai fini par aller au rendez-vous, qui s'est très bien passé. L'accompagnement par Entr'Actes a été vachement bénéfique pour moi. »

En savoir +



1 - Centre gratuit d'information, de dépistage et de diagnostic

2 - Médecins Solidarité Lille

Les autres intervenants du Pôle Santé



► Patrick DJOMBOUE, CSAPA¹ Boris Vian

L'examen par fibroscan

Objectif :

Diagnostiquer et dépister certaines pathologies du foie.

Chiffres 2022 :

5 permanences réalisées

19 examens réalisés

19 personnes examinées



► Anne MAURIAUCOURT, socio-esthéticienne

L'atelier estime de soi

Objectif :

Proposer un temps de bien-être physique et mental.

Chiffres 2022 :

11 ateliers réalisés

28 personnes rencontrées

47 séances de soins réalisées



► Elodie BLOSSEVILLE, association Ostéopartage

L'atelier ostéopathie

Objectif :

Permettre l'accès aux soins ostéopathiques.

Chiffres 2022 :

8 permanences réalisées

23 séances réalisées

22 personnes différentes manipulées



► Valentin LAMARRE, CPAM²

La permanence CPAM

Objectif :

Permettre l'accès aux soins par l'ouverture de droits (voir focus page 18).

Chiffres 2022 :

8 permanences réalisées

52 personnes différentes reçues en entretien individuel

1 - Centre de soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie

2 - Caisse Primaire d'Assurance Maladie



TÉMOIGNAGE

Je m'appelle **Sarah***, j'ai 19 ans. Je suis travailleuse du sexe et usagère de crack. Je suis maman de deux enfants ou plutôt, j'étais maman de deux enfants. Depuis la mort de mon bébé, j'ai remplacé l'alcool et le cannabis par le crack. C'est mieux pour oublier.

Un jour, alors que j'étais au local d'Entr'Actes, je suis prise d'un mal de ventre tel que ça en est insupportable. Je file aux toilettes me réfugier. Après quelques minutes, ma copine vient frapper à la porte pour me demander si je souhaite manger quelque chose. Je veux juste qu'on me laisse tranquille. Lyla, la responsable d'Entr'Actes, tambourine à la porte à son tour, me demandant si je vais bien. A sa voix, j'entends qu'elle est très inquiète. Plusieurs minutes s'écoulent : j'entends sa voix mais je suis incapable de répondre. Je comprends qu'elle va déverrouiller la porte pour ma sécurité. Je sais qu'on s' imagine que je consomme dans les toilettes, mais non, je suis juste assise sur la cuvette, tordue de douleur. Lyla me découvre ainsi et me propose immédiatement de voir le médecin gynécologue. Je ne veux pas, je ne veux rien.

Fany, l'infirmière, arrive à son tour et évalue rapidement mon état. Elle me confie ne pas m'avoir reconnu. C'est sûr qu'avec 20 kilos en moins, je suis méconnaissable. **Se défoncer au crack toute la journée depuis plusieurs mois tue l'envie de boire et de manger.**

Devant l'insistance de Fany et de Lyla, j'accepte de voir le médecin et me déplace avec difficulté jusqu'au cabinet médical. Le médecin prend le temps de me poser quelques questions sur ma vie, puis sur mon état. Quand vient le moment de me déshabiller, je lis l'inquiétude du médecin devant mon corps très amaigri. Je monte sur une balance et là, le choc, je ne pèse plus que 40 kilos. **J'ai perdu 20 kilos en 5 mois.**

J'explique au médecin mes douleurs abdominales et mes pertes vaginales. J'accepte l'examen gynécologique, le dépistage et le frottis. Le médecin me parle aussi de contraception, mais je commence à en avoir assez d'être allongée : le manque du produit commence à se faire sentir et je veux partir. Devant mon impatience, le médecin fait preuve de compréhension et me pose une dernière question sur la contraception. Je lui réponds que je n'ai plus rien depuis longtemps. Elle me propose alors la pose d'un implant. Au début, je refuse car je veux partir le plus vite possible. Le médecin comprend la raison de mon refus, mais elle me rassure en m'expliquant qu'elle va me poser l'implant très rapidement. Je lui fais alors confiance et accepte.

10 jours plus tard, je revois l'infirmière en consultation, qui m'annonce que je suis positive pour une Infection Sexuellement Transmissible. **Même si je comprends ce qu'on m'annonce, je ne réagis pas, je suis résignée.** On me parle de traitement, on me demande si j'ai une CMU (Couverture Maladie Universelle). Je ne sais pas, je ne sais plus, **ça fait longtemps que je ne me soigne plus.**

Fany remarque aussi qu'un abcès s'est formé à l'endroit de l'implant. Elle comprend que j'ai voulu l'enlever, mais elle ne pose pas de question. Elle désinfecte ma plaie délicatement sans me juger et avec bienveillance. Avec ma permission, elle prend une photo et l'envoie au Dr. DONNET pour avis médical. Celle-ci la rappelle quelques minutes plus tard : j'ai besoin d'antibiotiques rapidement. Malgré le manque qui se fait ressentir, j'attends que Fany revienne de la pharmacie avec les médicaments dont j'ai besoin.

Ce jour-là, j'ai quitté le local après avoir été traité pour mon abcès et l'Infection Sexuellement Transmissible. **J'ai promis de revenir dans deux jours, mais deux jours c'est tellement loin...**

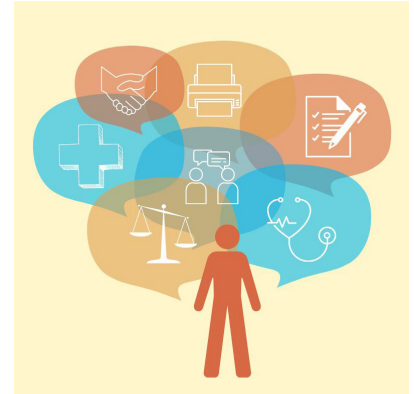
* Pour des raisons de confidentialité, le prénom a été modifié.

4. L'accès aux droits

Le travail du sexe et l'accès aux droits sont deux champs difficilement associables, de par la forte stigmatisation qui entoure le premier. Le rôle d'Entr'Actes est de permettre aux travailleur·se·s du sexe, quel que soit leur âge, leur origine ou leurs pratiques sexuelles, d'**accéder au droit commun auquel ils/elles peuvent et doivent prétendre**.

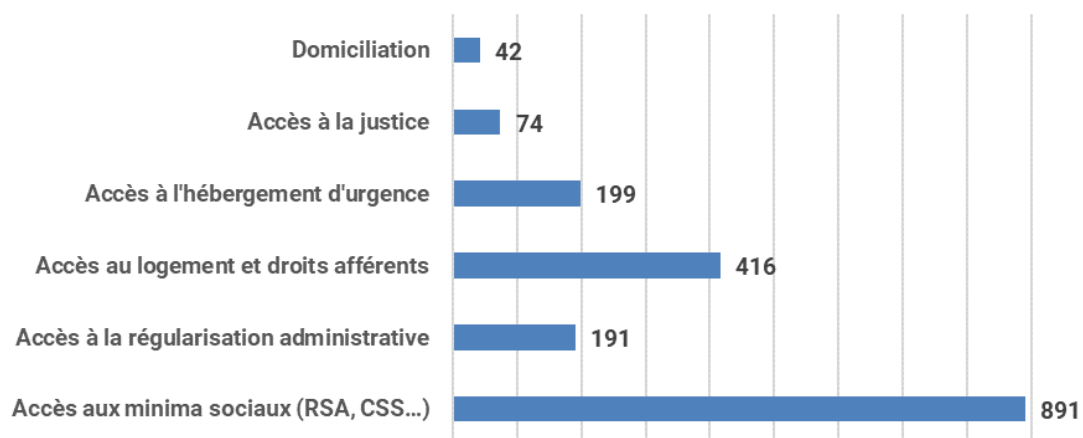
Objectifs

- L'accès à la couverture maladie
- L'accès aux aides sociales : RSA¹, APL²...
- L'accès à la justice
- L'accès au logement et la lutte contre les problèmes de logement
- L'accès à la régularisation administrative
- L'accès à l'emploi et à la formation
- L'accompagnement des personnes victimes de violences
- ...



Chiffres

Nombre de démarches engagées et/ou abouties



A la lecture du graphique, la thématique « **Accès aux minima sociaux** » est la plus importante. Elle regroupe les demandes en lien avec l'instruction de dossiers de RSA, de complémentaires santé, d'Aide Médicale d'État...

Cette année encore, nous avons constaté que les travailleur·se·s du sexe étaient nombreux·ses à renoncer à leurs droits. **La précarité dans laquelle ils/elles se trouvent les empêche de se mobiliser et d'effectuer des démarches administratives.** Parfois, l'écoute bienveillante apportée par l'équipe éducative permet une mise en confiance et amorce la formulation d'une demande.

En 2022, la mise en place d'une **permanence CPAM** assurée par un délégué social (voir focus page 18) a permis une augmentation du nombre de demandes administratives liées à l'accès aux soins.

1- Revenu de solidarité active

2- Aide personnalisée au logement

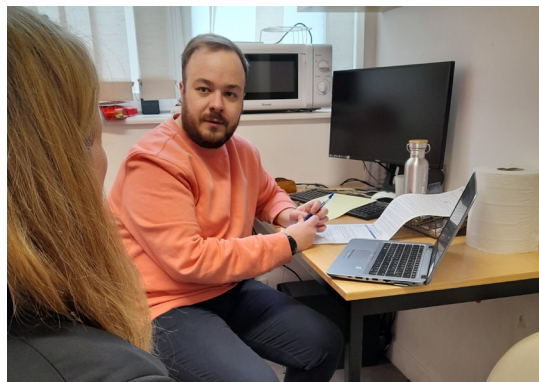
FOCUS

La permanence CPAM : un pont vers l'accès au soin

Suite à la présentation du bilan de l'action « **Entr'Actes, une pause santé entre les actes** » auprès des responsables de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM), est née la volonté de faciliter les démarches administratives favorisant l'accès aux soins des travailleur·se·s du sexe en allant à leur rencontre.

Depuis le mois de juin 2022, **la CPAM de Lille Douai assure une permanence d'accès aux droits au local Entr'Actes** tous les mois. Ce temps dédié permet aux travailleur·se·s du sexe, souvent très précarisé·e·s, de rencontrer un délégué social pendant environ 30 minutes. Souvent, les personnes exposent leurs difficultés pour l'obtention d'une AME (Aide médicale de l'État), de la Puma (Protection universelle maladie) ou pour maintenir leurs droits ouverts pour accéder à une couverture médicale.

En l'espace de 6 mois, 52 travailleur·se·s du sexe ont été reçues en entretien individuel. La mise en place de cette permanence est un succès du fait de l'accueil bienveillant des délégués sociaux et d'un accès aux soins facilité. La majorité des personnes ont pu accéder à des soins et traitements parfois vitaux grâce aux démarches entreprises.



FOCUS

Une aide alimentaire toujours aussi importante

En 2022, le service Entr'Actes a remis **308 colis alimentaires** à **542 personnes** (travailleur·se·s du sexe et leur entourage). Ces chiffres sont en hausse comparativement à l'année 2021. Les travailleur·se·s du sexe nous ont confiés avoir de plus en plus de difficultés à subvenir à leurs besoins alimentaires, priorisant le paiement de leur hébergement ou logement.

Cette année, les travailleur·se·s du sexe exerçant sur Internet et les réseaux sociaux ont été plus nombreux·ses à nous solliciter pour des colis alimentaires. Cette aide a permis de **nouer une relation de confiance propice à la formulation d'autres demandes** en lien avec la santé notamment.

Le partenariat avec la **Banque Alimentaire** constitue aujourd'hui un soutien essentiel dans la lutte contre la précarité.



FOCUS

Quand le Consul d'Équateur s'invite à Entr'Actes

Depuis sa création, le service Entr'Actes accueille et accompagne les travailleur-se-s du sexe de nationalité équatorienne dans leur parcours de vie. Une fois par mois, des réunions collectives au local avec l'ensemble de la communauté sont organisées afin d'échanger sur des sujets fédérateurs en lien avec la santé, l'accès aux droits, le logement et le travail du sexe.

C'est dans ce contexte que le public nous a sollicités pour l'organisation d'une rencontre avec le Consul d'Équateur. Très rapidement, les personnes se sont investies et ont entrepris les démarches pour la venue du consul. Le service Entr'Actes a mis à disposition le local et des moyens techniques pour la bonne tenue de cette réunion.

Le samedi 5 novembre, 13 travailleur-se-s du sexe équatorien-ne-s étaient présent-e-s afin d'accueillir le Consul et son assistant. Ce fut l'occasion de traiter de points spécifiques comme l'inscription sur les listes électorales, les nouvelles lois relatives au changement d'identité ou le renouvellement du passeport.

Une présentation du service Entr'Actes et de l'association Itinéraires a été également réalisée à cette occasion.



NOTE DE SITUATION

Les visites à domicile au service des plus précaires

Depuis 1 an, le service Entr'Actes développe les visites sur les lieux de vie des travailleur-se-s du sexe usager-ère-s de drogues. Cette intervention s'est fortement inspirée du travail réalisé par l'équipe éducative et l'infirmière qui, tout au long de la crise sanitaire marquée par les nombreux couvre-feux et confinements successifs, ont revu leur organisation afin d'aller à la rencontre des travailleur-se-s du sexe.

A l'aide du véhicule de service, un binôme de travailleurs sociaux et/ou infirmière s'est déplacé au domicile des usager-ère-s afin de remettre des colis alimentaires et du matériel de prévention et de proposer une écoute bienveillante et rassurante dans un contexte anxiogène.

Fort de cette expérience, nous avons décidé de poursuivre cette intervention et de la développer auprès des travailleur-se-s du sexe usager-ère-s de drogues les plus éloigné-e-s du droit commun, vivant pour la plupart dans des logements insalubres ou des squats. L'idée étant de proposer des consultations médico-sociales aux personnes se tenant éloignées du local et de l'Antenne Mobile.

Grâce au lien de confiance instauré, l'infirmière et une éducatrice du service se sont rendues sur le lieu de vie d'une trentaine de personnes (squat, hôtel, habitat délabré). L'occasion de réaliser des dépistages, des soins infirmiers, de l'observance de traitements, d'instruire des demandes de RSA (Revenu de solidarité active) et de Complémentaires santé solidaire...

Le binôme infirmier/éducateur permet aux travailleur-se-s du sexe en très grande vulnérabilité d'accéder aux soins et au droit commun sur un même créneau. Selon les professionnels, ces temps offrent la possibilité aux personnes de se poser sans la contrainte de l'activité prostitutionnelle et de prendre le temps pour échanger sur leurs difficultés quotidiennes et leur parcours de vie. C'est un moment propice à la formulation de demandes de soins et d'accès aux droits, notamment de cure de désintoxication.

5. La médiation sociale

Objectifs

Mettre en œuvre des actions de médiation entre les travailleur·se·s du sexe, les riverains et les clients, contribuant à l'amélioration et à l'apaisement du climat social dans le quartier.

- Modifier les comportements entraînant des nuisances (hygiène, bruit...).
- Susciter le dialogue entre les différentes parties.
- Améliorer la cohabitation entre les travailleur·se·s du sexe et les riverains (prendre en compte le sentiment d'insécurité lié à la prostitution et à ses corollaires).
- Réduire, par une forte présence sociale et des actions de médiation, les tensions.



Chiffres

► Contacts réalisés dans le cadre de la médiation

	2022
Travailleur·se·s du sexe	155
Riverains / habitants / passants	87
Commerçants	22
Jeunes de quartiers	13
Équipe Entr'Actes	35
Clients	6
Autres : police, mairie, associations du quartier, LMH ¹	15
TOTAL	333

► Thèmes abordés

Origines des actes de médiation	Nombre 2022
Bruit	57
Propreté / hygiène	38
Violences / conflits / agressions	111
Visibilité de la prostitution, exhibition	62
« Codes » de la prostitution	21
Autres : intérêt pour l'association...	51
TOTAL	340

► La médiation auprès des riverains et des commerçants

Types d'actes de médiation	Commerçants	Riverains
Contacts téléphoniques	18	14
SMS	8	15
Emails	5	5
Rencontres	25	22
Passages de l'équipe	43	24



¹- Lille Métropole Habitat

” BRÈVES DE TROTTOIR...

Mail reçu le 24 août 2022

M. O habite Avenue du Peuple Belge. Il nous contacte afin de nous faire part de nuisances sonores nocturnes : des travailleur-se-s du sexe parlent très bruyamment toute la nuit, voire « vocifèrent » au pied des immeubles. Il attire notre attention sur l'une d'entre elle, qui selon lui présente des troubles psychiatriques. La description qu'il fait nous permet d'identifier les personnes concernées et d'intervenir auprès d'elles afin de les informer des nuisances occasionnées et de les sensibiliser.



Contact téléphonique d'un établissement scolaire

Le service a été contacté par un établissement scolaire du quartier du Vieux Lille afin de mener un travail de propreté. L'équipe s'est rendue sur le lieu-dit à proximité du site scolaire afin de faire un ramassage de déchets liés potentiellement au travail du sexe et à l'usage de drogues (capsules de protoxyde d'azote, bouteilles d'alcool...).

Rencontre favorisée par les interventions nocturnes

Lors d'une prévention en Antenne Mobile, l'équipe est sollicitée par une riveraine, qui nous fait part de son inquiétude quant à la présence de travailleuses du sexe exerçant à proximité de son garage. Cette riveraine affiche une position non hostile au travail du sexe, à condition que celui-ci s'exerce à distance de son domicile. Elle nous décrit précisément ces personnes afin que nous puissions intervenir rapidement. Durant la tournée nocturne, nous rencontrons une des femmes concernées et lui expliquons la situation. Celle-ci entend notre discours et affirme dorénavant travailler à d'autres endroits.

Passage de l'équipe

Dans le cadre du travail de rue, nous nous présentons auprès des réceptionnistes d'un hôtel. Le service Entr'Actes est bien connu de ces professionnels hôteliers qui nous interpellent fréquemment. Ce jour, contents de nous voir, ils nous font part d'une situation problématique pour laquelle ils nous demandent une médiation : une jeune fille mineure se prostituant a saccagé le hall de l'hôtel, les réceptionnistes ne la laissant pas aller aux toilettes. Un dépôt de plainte est évoqué, car ce n'est pas la première fois. Grâce à la description physique, nous identifions la jeune fille et nous nous organisons rapidement pour la retrouver afin de faire un travail de médiation.

Médiation sociale en partenariat

A la demande du Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD) de la ville de Lille, le service est intervenu avec un CAARUD partenaire dans le quartier de Lille Sud concernant des faits de prostitution. En arrivant sur les lieux indiqués, les professionnels ont rencontré deux usagères de drogues, dont une connue du service Entr'Actes. Beaucoup de déchets ont été observés, mais peu en lien avec le travail du sexe et l'usage de drogues. Une nouvelle maraude sera programmée dans les mois à venir.

6. Entr'Actes 2.0

Même si ce phénomène existe déjà depuis les années 2010, la loi de 2016 renforçant la lutte contre la prostitution et la pandémie de COVID-19 ont participé à l'expansion de la prostitution sur Internet et les réseaux sociaux. Depuis 6 ans, Entr'Actes s'est engagé sur ce vaste chantier du travail du sexe numérique. En raison de l'évolution permanente du web et des applications, nous devons constamment améliorer nos outils et nos pratiques. Cela est possible grâce à la formation des professionnels et l'échange de pratiques avec d'autres associations ou usager·ère·s.

Objectifs

- **La transmission d'informations portant sur :**
 - La Réduction des Risques liés à l'usage de drogues et aux pratiques sexuelles
 - L'organisation du service Entr'Actes
 - La gestion des situations exceptionnelles, dans le cadre de la mission de protection de l'enfance
- **Maintenir et renforcer le lien avec les personnes, plus particulièrement les mineur·e·s**
- **Prospecter de nouveaux profils**
- **Aller à leur rencontre par le biais de visites à domicile suite à un premier contact numérique**



ENTRETIEN

Chloé DUPREZ, arrivée au service Entr'Actes en novembre 2022 au poste d'animatrice des réseaux sociaux

Quelles sont tes missions en tant qu'animatrice des réseaux ?

Je travaille à la fois sur le Pôle numérique et sur le Pôle mineur·e·s. Mes missions sont dans un premier temps la réalisation de maraudes numériques. Il s'agit de développer l'aller vers sur Internet en allant sur les sites d'escorting. Je réalise les maraudes sur différents sites ciblés.

J'envoie donc des messages types aux personnes à qui je présente le service Entr'Actes et ses missions, j'explique ce que nous faisons de manière concrète et je leur présente également les Colis du Net¹. Lorsque j'ai une réponse, je l'évalue et adapte mon message en fonction de cette réponse.

Ensuite, je travaille sur les réseaux sociaux. Nous sommes présents sur Instagram, Facebook, Twitter et Tik Tok. Le but est de garder le lien avec les jeunes, car ils perdent plus facilement leur numéro de téléphone que le mot de passe de leurs réseaux sociaux.

Je communique donc avec eux via les réseaux sociaux, ça c'est une chose. Ensuite, nous faisons des messages de réduction des risques et présentons ce que nous proposons au sein du service. Par exemple, nous communiquons sur les permanences ou sur les différentes actions. C'est un bon moyen pour les informer et les sensibiliser afin de les faire venir au local.

Comment organises-tu ta semaine de travail ?

Je réalise à la fois les missions que je viens d'expliquer, mais j'essaie aussi de participer aux accueils collectifs afin de comprendre comment fonctionne le public et de pouvoir adapter les modes de communication. J'aime beaucoup ces temps d'échanges avec les travailleur·se·s du sexe. Je participe également à une prévention mobile nocturne une fois par mois et je fais du travail de rue. Pour moi, c'est important d'être sur le terrain !

¹- Matériels de Réduction des Risques et de prévention adressés par colis postal

Les maraudes numériques

Des maraudes numériques sont réalisées plusieurs fois par semaine sur les principaux sites dédiés au travail du sexe. Cela permet de repérer les annonces et d'adresser aux travailleur-se-s un message afin d'établir un contact virtuel voire, par la suite, physique, avec l'équipe.



3 064

messages envoyés sur les différents sites d'annonces



11%

de réponses reçues



41

« colis du net » expédiés



23

nouvelles personnes accueillies au local d'Entr'Actes



111

entretiens réalisés



Les entretiens proposés vont de l'écoute à l'accompagnement médico-social au sein de notre structure ou de celle d'un partenaire.

Les thèmes abordés durant ces entretiens :

Réduction des risques

Hygiène et alimentation

Parentalité et famille

Formation

Accès au droit commun

Droit

Financier

Hébergement

Violence



NOTES DE SITUATION

Karim*

Karim est étudiant en 3^{ème} année de licence et habite à Dunkerque. Nous le rencontrons sur un site dédié, sur lequel il nous fait part de ses difficultés financières : sa bourse et son allocation logement ne lui permettent pas de subvenir à ses besoins.

Après de nombreux échanges, Karim donne son accord pour nous rencontrer au local. Nous lui présentons le service Entr'Actes et ses missions. Karim est alors intéressé par les colis alimentaires, qu'il pourra venir chercher toutes les 2 semaines.

Karim explique pratiquer le travail du sexe occasionnellement afin d'avoir plus de ressources. Il nous confie pratiquer quelquefois des rapports non protégés face à la pression de certains clients. Nous lui proposons alors de voir l'infirmière pour la réalisation d'un bilan complet. Il se dit être intéressé également par la Prep¹. Nous lui proposons une orientation vers le Service Prévention Santé à proximité de son domicile.

Camille*

Camille travaille sur les sites d'annonces depuis 10 ans. Suite aux messages que nous lui avons envoyé, elle a souhaité nous rencontrer. Elle nous explique vouloir arrêter le travail du sexe, mais semble perdue dans ses démarches d'insertion sociale et professionnelle. Nous lui proposons de l'accompagner et de la soutenir dans son inscription à Pôle Emploi, nous l'aidons aussi à rédiger son CV et sa lettre de motivation. Camille est présente à tous les rendez-vous proposés et gagne en confiance. Rapidement, elle devient autonome dans sa recherche d'emploi et nous remercie vivement pour l'avoir soutenue dans son projet d'insertion professionnelle. A ce jour, Camille est en formation d'aide à la personne.

Michel*

Michel habite dans un village du Pas-de-Calais. Nous l'avons rencontré grâce aux maraudes numériques. Il pratique régulièrement le ChemSex² lors de soirées privées, où il travaille également en tant qu'escort.

Il nous sollicite régulièrement pour l'envoi de colis sexo et de consommation. En effet, il nous explique dans les messages échangés qu'il réside dans une commune éloignée de toutes structures de prévention et de réduction des risques et est donc en difficulté pour se procurer du matériel de prévention stérile.

José*

Après avoir reçu nos messages sur le site où il vend ses services, José se rend spontanément au local pour la première fois suite à une prise de risque. Lors de notre rencontre, il nous parle de ses consommations occasionnelles de GHB³ et de 3-MMC⁴ lors de soirées ChemSex. Il nous explique avoir pratiqué pour la première fois le slam⁵ lors d'une soirée ChemSex et craint d'avoir eu des relations sexuelles non protégées. Nous l'orientons vers le Service Prévention Santé pour une prise de traitement post exposition. José apprécie notre posture non jugeante et revient quelques jours plus tard au local pour nous informer d'une prise de traitement pendant 30 jours et d'une prise de sang à faire quelques semaines plus tard.

* Pour des raisons de confidentialité, les prénoms ont été modifiés.

1- La Prep s'adresse aux personnes qui n'ont pas le VIH, et consiste à prendre un médicament afin d'éviter de se contaminer.

2- Le chemsex, mot-valise combinant « chemical » (produits chimiques en anglais) et sexe, est le fait de combiner la pratique du sexe et la prise de drogue.

3- Drogue de synthèse aux effets sédatifs et amnésiants utilisée à des fins récréatives (également appelé « drogue du viol »).

4- Drogue de synthèse psychostimulante, euphorisante et entactogène, utilisée en contexte festif et/ou sexuel.

5- Le slam désigne une injection intraveineuse de produits psychostimulants.

Les réseaux sociaux

► Les outils



Facebook est le réseau social historique du service Entr'Actes. Il est principalement utilisé pour communiquer sur les événements et actualités du service.



Le compte **Twitter** est actif depuis novembre 2022 et est donc encore en phase de test.

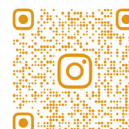
► Cibler le jeune public



L'outil **Snapchat** d'Entr'Actes, créé en novembre 2018, permet de cibler le **public jeune**. Cette application mobile est utilisée pour partager avec un ou plusieurs contacts des photos ou vidéos en privé ou en public à l'ensemble des utilisateurs et pour des chats et conversations vidéos et vocales.



La page **Instagram** d'Entr'actes, à l'instar de Snapchat, permet de relayer des informations de prévention, avec des photos et vidéos.



Tik Tok

Le service Entr'Actes a lancé son compte **TikTok** en décembre 2022. Comme Twitter, ce réseau est encore en phase de test.



► L'animation des réseaux sociaux



96 personnes en file active sur Snapchat, dont :

49 mineur-e-s
(+ 32% par rapport à 2021)

24 jeunes majeur-e-s
(+ 26% par rapport à 2021)

Les demandes via le chat sont les suivantes :

- Les rendez-vous individuels avec un éducateur (premier rendez-vous, démarches administratives...)
- Les rendez-vous avec l'infirmière, le médecin...
- Les demandes d'information par rapport aux ouvertures du service et la présence de l'équipe sur le territoire
- Les situations urgentes

▶ Exemples de posts



Post de présentation du service Entr'Actes



Post de prévention de santé



Post de Réduction des risques



Post événement

FOCUS

Prostitution numérique : Entr'Actes a organisé deux journées de rencontre entre associations françaises et belges

Entr'Actes a convié à Lille 13 associations de France et de Belgique pour deux jours de rencontre, les 9 et 10 mars, à la Halle aux sucres. L'objectif était d'échanger sur la problématique de la prostitution numérique et sur les actions mises en place pour faire face à ce phénomène qui ne cesse de se développer.

L'initiative est née d'un constat : les enjeux autour de la prostitution numérique sont nombreux et les actions à mettre en œuvre ne sont pas toujours identifiées.

« Nous développons tous des actions liées au numérique, néanmoins le chantier reste vaste. L'idée est de partager les efforts de chacun pour nous améliorer sur la question de la prostitution numérique ».

Vincent DUBAELE, directeur d'Entr'Actes

En savoir +



1. L'action « Entr'Actes en mode mineur » en 2022

Débutées à la fin de 2020 pour se poursuivre tout au long du premier semestre 2021, les commissions de travail sur la prostitution des mineur·e·s voulues par Adrien TAQUET, Secrétaire d'État à la Protection de l'Enfance, ont permis le lancement, en novembre 2021, du premier Plan national de lutte contre la prostitution des mineur·e·s.

Ayant activement participé aux groupes de travail, Entr'Actes a très vite réagi par la mise en œuvre d'un plan d'action et de développement de son action « **Entr'Actes en mode mineur** ».

3 axes ont été favorisés :

- La formation des professionnel·le·s sur la thématique de la prostitution des mineur·e·s.
- Les sessions de prévention de la prostitution et d'accompagnement des élèves de collège.
- Les maraudes numériques.

Ils ont abouti au recrutement d'une formatrice (voir page 35) et d'une animatrice des réseaux (voir page 22) à la fin de l'année 2022.

Objectifs de l'action Entr'Actes en mode mineur

- Limiter l'ancrage des mineur·e·s et jeunes majeur·e·s dans la prostitution et les accompagner dans la réalisation de projets de vie hors prostitution.
- Réduire les risques et les dommages inhérents à l'activité prostitutionnelle et à l'usage de drogues, à son environnement, tant au niveau social que sanitaire.
- Contribuer à créer, recréer ou maintenir les liens entre les mineur·e·s et les adultes référents responsables.

Comment ?

→ En allant au-devant des jeunes se prostituant dans l'espace public ou au moyen d'Internet et des réseaux sociaux, de jour comme de nuit, afin de permettre la création, la restauration, le maintien d'un lien.

→ En prévenant, par une présence sociale forte dans l'espace public ou sur Internet, les situations mettant en danger les adolescent·e·s.

→ En dispensant des messages et conseils de prévention et de réduction des risques liés au VIH, aux hépatites et infections sexuellement transmissibles, à la consommation de drogues, aux pratiques sexuelles, aux grossesses non désirées, à la contraception.

→ En réalisant des groupes de parole ou des formations en direction de collectifs de jeunes sur le thème de la vie affective et sexuelle (collèges de la métropole, Maison d'enfants à caractère social, Accueil de jour...).

→ En favorisant les pratiques de décroisement facilitant les actions partenariales indispensables à l'accompagnement de ce public.

→ En proposant aux partenaires institutionnels (Aide sociale à l'enfance, Maison d'enfants à caractère social, Clubs de Prévention) des formations sur les questions prostitutionnelles et/ou une démarche d'analyse de pratiques ou de ressources, en lien avec les mineur·e·s qu'ils accompagnent.

Un formulaire de contact

Un questionnaire spécialement conçu pour les professionnel·le·s, les parents ou les adolescent·e·s a été mis en ligne sur le site Internet d'Itinéraires pour contacter l'équipe Entr'Actes et obtenir de l'aide sur cette problématique.



1 - Maison d'enfants à caractère social

2. Données chiffrées

La file active

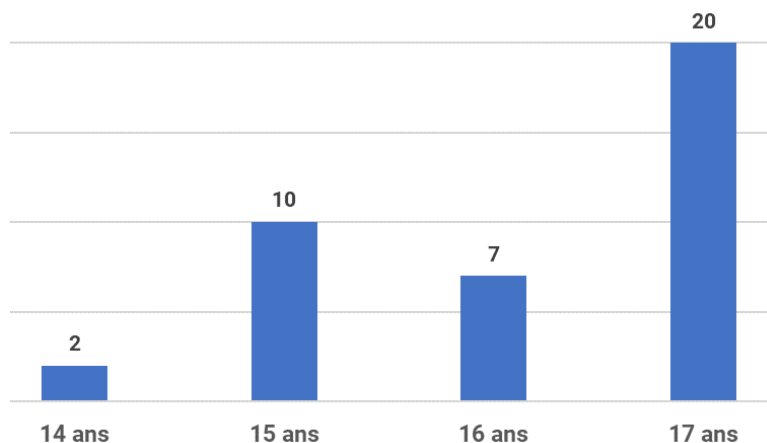

107
 mineur·e·s et jeunes
 majeur·e·s rencontré·e·s
 (108 en 2021)

La file active totale des mineur·e·s et jeunes majeur·e·s rencontré·e·s cette année est stable comparativement à 2021. Elle se décompose ainsi :

- **39** jeunes dont la minorité est avérée
- **52** jeunes majeur·e·s (moins de 21 ans)
- **16** jeunes dont l'âge reste à déterminer

Notons que **24 mineur·e·s exerçant une activité prostitutionnelle avérée nous ont été signalé·e·s sans que nous n'ayons pu à ce jour les rencontrer**. Ces signalements émanent principalement de référents sociaux du Département, des Maisons d'Enfants à Caractère Social (MECS) et des Clubs de Prévention.

L'âge des mineur·e·s



À l'instar de l'année 2021, **la classe d'âge la plus représentée est celle des jeunes de 17 ans**. Cela ne présume pas de l'âge d'entrée dans la prostitution, qui reste bien souvent inconnue, mais de l'âge auquel nous entrons en contact avec les mineur·e·s.

Le genre


37

filles


0

garçon


2

transgenres

Aucun garçon n'a été rencontré en 2022. Bien sûr, ce constat ne présume pas de l'absence de prostitution chez les garçons. Un travail de prospection via les réseaux sociaux et les sites Internet pourra peut-être combler cette lacune ?

Les mesures d'assistance éducative

- **23** mesures simples
- **7** sans mesure
- **7** doubles mesures
- **2** diagnostics à affiner

Encore peu fréquentes il y a quelques années, les doubles mesures (ASE¹, PJJ², AEMO³) semblent peu à peu se développer et s'imposer. Pour Entr'Actes, il s'agit d'une préconisation de longue date, réitérée lors des commissions de lutte contre la prostitution des mineur·e·s mises en place par Adrien TAQUET, Secrétaire d'État en charge de l'enfance et des familles auprès du Ministre des Solidarités et de la Santé.

La fugue



27

mineur·e·s sur 39 ont fugué au moins une fois au cours de l'année

Ce chiffre est en baisse comparativement à 2020 (33 mineur·e·s sur 40) et à 2021 (32 mineur·e·s sur 38). Cette baisse peut soit nous rassurer quant à une diminution des risques pris par les mineur·e·s, soit, au contraire, nous inquiéter quant à la diminution du partage des informations des partenaires vers Entr'Actes.

Rappelons que cet item est habituellement renseigné avec les données émanant de nos partenaires. **En 2022, cette information nous a été transmise pour seulement 17 jeunes.**

Quoiqu'il en soit, ces fugues sont majoritairement longues, récurrentes et émaillées de prises de risques tant sur le plan sanitaire lié à l'activité prostitutionnelle ou à la consommation de produits psychoactifs, que sur le plan des dommages liés au contexte corrolaire à la prostitution.

L'hébergement auquel ont recours les jeunes durant leur fugue peut les exposer à des risques supplémentaires selon la personne qui les abrite, le lieu de cet hébergement ou la maturité du mineur.

Hébergé·e·s par qui ?	Clients	«Ami·e·s»	Pairs	Famille	Seul·e
Mineur·e·s en fugue de leur lieu de résidence	5	8	9	2	3

Hébergé·e·s où ?	Appartement	Squat	Hôtel	Rue
Mineur·e·s en fugue de leur lieu de résidence	17	2	8	3

Notons cette année le nombre très important de jeunes ayant recours à un **hébergement en appartement** : **17** en 2022 contre seulement 4 en 2021. Ce mode d'hébergement remplace peu à peu celui des hôtels, plus important les années précédentes. **L'hypothèse est le recours plus fréquent aux plateformes de location**, moins repérables d'une part, et facilitant la poursuite de l'activité professionnelle d'autre part. **C'est aussi le mode opératoire privilégié des réseaux de proxénétisme** envers les mineur·e·s.

1 - Aide Sociale à l'Enfance

2 - Protection judiciaire de la jeunesse

3 - Action Éducative en Milieu Ouvert

La consommation de produits psychoactifs



62

jeunes consommateurs

Dont **27 mineur-e-s**, **31 jeunes majeur-e-s** et **4 jeunes dont l'âge reste à déterminer**. Ils consomment un ou plusieurs produits en association, qu'il s'agisse de produits licites ou illicites (hors tabac).

Il faut toutefois noter une probable sous-déclaration des consommations, notamment s'il s'agit de produits illicites apparentés à des drogues dites «dures» ou fortement stigmatisantes parce qu'elles renvoient à l'image du toxicomane au physique marqué par la consommation.

► Les principaux produits consommés

	Alcool	Cannabis	Cocaïne	Protoxyde d'azote
Mineur-e-s	13	17	5	8
Jeunes majeur-e-s	19	17	5	7
Age à déterminer	1	1	4	0

► La consommation de tabac

Mineur-e-s	29
Jeunes majeur-e-s	34
Age à déterminer	8

On note l'importance de la consommation de tabac, notamment chez les mineur-e-s : **29 personnes sur 39 en consomment**. Et à la question posée du produit le plus problématique pour eux/elles : **aucun-e ne cite le tabac !**

Le lieu de la première rencontre entre l'équipe éducative et les mineur-e-s

► Les mineur-e-s

→ L'«**ALLER VERS**» est le principal mode de rencontre des mineur-e-s par Entr'Actes. Que ce soit à pied ou en Antenne Mobile lors des maraudes, ce mode d'intervention a concerné **20 mineur-e-s**.

→ Le local d'Entr'Actes ne concerne qu'**une seule rencontre** initiale.

→ Pour **5 mineures**, la première rencontre a été réalisée via **les réseaux sociaux et/ou les sites Internet**.

→ **12 mineures** ont été rencontrées chez **les partenaires**.

► Les jeunes majeur-e-s

→ L'«**ALLER VERS**» est aussi le principal mode de rencontre des jeunes majeur-e-s, ce mode d'intervention a concerné **32 jeunes majeur-e-s**.

→ Le local d'Entr'Actes a permis la rencontre initiale avec **9 jeunes majeur-e-s**.

→ Les **réseaux sociaux et les sites Internet** ont généré **9 rencontres**.

L'origine de la rencontre entre l'équipe d'Entr'Actes et les mineur-e-s : qui oriente ?

(plusieurs modes possibles pour une même personne)



18

orientations par les pairs

Ce chiffre non négligeable témoigne de l'entraide qui existe entre les mineur-e-s et jeunes majeur-e-s, et de la vigilance quotidienne des travailleur-se-s du sexe plus âgé-e-s à l'égard des plus jeunes.



14

orientations par les partenaires

Ces orientations ont été possibles grâce au travail de sensibilisation et d'animation du réseau partenarial mené par l'équipe tout au long de l'année.



6

rencontres sans orientation externe

Ces mineur-e-s déclarent venir à nous sans avoir été orienté-e-s. Si cela témoigne d'une bonne notoriété d'Entr'Actes, c'est en même temps le signe d'une activité prostitutionnelle qui échappe peut-être en partie aux radars de la Protection de l'Enfance.

Les modes de prostitution connus (plusieurs modes possibles pour une même personne)

	Rue	Internet	Réseaux Sociaux	Bars (Belgique)
Mineur-e-s	23	15	8	1
Jeunes majeur-e-s	42	24	9	0

Peu à peu, **la prostitution 2.0 s'installe dans les pratiques des plus jeunes**. Pour autant, ces derniers ne délaissent pas la rue, comme en attestent les chiffres ci-dessus. Bien souvent, **la prostitution via Internet et les réseaux sociaux coexiste avec celle de la rue**. La rue occupe une fonction de socialisation pour les adolescent-e-s, contrairement aux réseaux sociaux qui seraient plutôt source d'isolement.

3. Partenariats

L'objectif premier du projet « Entr'Actes en mode mineur » consiste à **limiter l'ancrage des mineur-e-s et des jeunes majeur-e-s dans la prostitution et les accompagner dans la réalisation de projets de vie hors prostitution**. En ce sens, le partenariat s'impose comme la clef de voûte de cette action. En effet, si l'on veut limiter l'ancrage des jeunes dans la prostitution, il semble indispensable, dans le prolongement de notre action de terrain, de créer et de développer un solide réseau partenarial.

Ce dernier doit être en capacité de prendre le relais des éducateurs de rue d'Entr'Actes afin d'éviter que le territoire prostitutionnel devienne le point de fixation de la prostitution des jeunes.

→ **Réorienter et accompagner les jeunes vers des acteurs de la Protection de l'Enfance est un enjeu majeur.**

Les objectifs du partenariat

► Se faire connaître auprès :

- Des acteurs et institutions de la Protection de l'Enfance.
- Des professionnel·le·s de santé, de justice, du médico-social amené·e·s à prendre en charge des mineur·e·s se prostituant ou en risque prostitutionnel.



► Présenter l'action Entr'Actes en mode mineur

- L'éthique de son action :
 - Hors de tout cadre répressif.
 - Basée sur le respect de l'autre comme sujet.
 - Agissant hors de tout jugement moral.
 - Une action émancipatrice incluant la participation active des personnes.
 - Bienveillance.
- Ses principes d'intervention :
 - Anonymat.
 - Libre adhésion.
 - Absence de mandat nominatif.
 - Promotion des pratiques partenariales.
- Ses modes d'intervention, son territoire :
 - Aller vers les jeunes par un travail de rue régulier à pied ou en Antenne Mobile.
 - Sur le lieu de l'activité prostitutionnelle physique ou virtuelle (Internet et réseaux sociaux).
 - Une approche de Réduction des Risques liée à l'activité prostitutionnelle.
 - Un accueil inconditionnel des jeunes sans exigence d'arrêt de la prostitution.
- La plus value de l'action
 - Réactivité et souplesse dans les prises en charge.
 - Une équipe pluridisciplinaire.
 - Une posture bienveillante.

► Susciter et promouvoir les pratiques partenariales

- Améliorer le repérage et la prise en charge des mineur·e·s se prostituant.
- Créer ou recréer du lien entre ces mineur·e·s et les acteurs de la Protection de l'Enfance.
- « Systématiser » les échanges d'informations, de signalements des situations des mineur·e·s se prostituant.
- Contribuer à la recherche de solutions personnalisées et adaptées à ces mineur·e·s.
- Soutenir et aider les professionnel·le·s face à une thématique complexe.
- Développer un réseau d'acteurs spécialisés dans l'accompagnement des jeunes.

► Construire une expertise, sensibiliser et former les professionnel·le·s

Riche d'une **expérience de plus de 15 ans** auprès des mineur·e·s se prostituant, Entr'Actes est à même de :

- Élaborer une approche des questions prostitutionnelles au regard des mutations récentes (site Internet, réseaux sociaux...).
- Déconstruire des représentations sur la prostitution des mineur·e·s.
- Apporter des éléments clés de compréhension du phénomène.
- Proposer une posture adaptée au cadre de la Protection de l'Enfance.

FOCUS

Table ronde et projection du film « Entr'Actes en mode mineur »

Jeudi 3 février, Entr'Actes a organisé à l'IRTS Haut-de-France la projection de son film « **Entr'Actes en mode mineur** », réalisé grâce aux témoignages de jeunes en situation prostitutionnelle. S'en est suivi une table ronde sur le sujet de la prostitution des mineur·e·s, animée par la journaliste Aurelia GUILLEMIN, avec :

- Vincent DUBAELE, directeur d'Entr'Actes,
- Jean-Yves JALAIN, directeur du Pôle Protection de l'Enfance à l'association SOLFA¹,
- Matthieu LAUNAY, responsable du Pôle Enfance Famille Jeunesse du Département du Nord,
- Mathilde MOREL, coordinatrice de « La Boussole » à l'AGSS² de l'UDAF³ de Dunkerque.

Le film « Entr'Actes en mode mineur » a été réalisé en 2019. **Il livre la parole brute des jeunes, souvent difficile à entendre pour les adultes, mais pourtant nécessaire à écouter.**

En savoir +



Les intervenants de la table ronde ont cherché à donner aux professionnels les clés d'un accompagnement réussi : comment instaurer un lien de confiance avec les jeunes, sans les braquer ? Comment parler de sexualité, thématique très difficile car touchant à l'intime ? Comment les accompagner au mieux ?

Près de 300 personnes ont assisté à cette rencontre.



4. La formation

Former les professionnel·le·s de la Protection de l'Enfance et prévenir les conduites prostitutionnelles des adolescent·e·s au collège sont les actions phares du projet Entr'Actes en mode mineur pour l'année 2022/2023.

L'une et l'autre sont le fruit d'un travail de plusieurs années d'analyse des besoins concernant la thématique de la prostitution des mineur·e·s et qui a trouvé écho auprès de la commission d'Adrien TAQUET.

Démarrées au dernier trimestre 2022, il est encore trop tôt pour tirer un premier bilan de ces activités. Nous sommes néanmoins convaincus qu'elles rencontreront un franc succès.

1 - Solidarité Femmes Accueil

2 - Association de Gestion des Services Spécialisés

3 - Union départementale des associations familiales



ENTRETIEN

Laetitia LAPIE, formatrice

Je suis formatrice à Entr'Actes depuis octobre 2022. Mes missions sont doubles : la formation des professionnel·le·s et les actions de sensibilisation auprès des adolescents dans les collèges.

En ce qui concerne la formation, nous nous concentrons sur la thématique de la prostitution des mineur·e·s car c'est là où les professionnel·le·s rencontrent le plus de difficultés dans l'accompagnement. La question de la sexualité est déjà compliquée à aborder, mais lorsqu'on ajoute la question de la prostitution, cela devient encore plus complexe. Notre objectif est de permettre aux professionnel·le·s d'aborder cette question sans jugement ni stigmatisation, afin de proposer l'accompagnement le plus optimal possible. Nous leur donnons des clés pour aborder le sujet avec les mineur·e·s et des pistes d'accompagnement. Nous avons élaboré une formation de 4 jours et demi, qui comprend un programme allant de la santé sexuelle à l'approche de la réduction des risques, tout en leur fournissant des outils pour aborder le sujet avec les mineur·e·s. À la fin des 4 jours, une demi-journée est réservée aux échanges de pratiques, afin de permettre aux professionnel·le·s de se retrouver ensemble pour discuter des situations qu'ils/elles ont vécu et pour obtenir différents points de vue. Nous sommes en partenariat avec l'IRTS¹ de Loos pour bénéficier de la certification Qualiopi², un agrément indispensable pour réaliser cette activité. Notre formation est maintenant disponible dans leur catalogue.

Comment se passent les interventions dans les collèges ?

J'interviens en binôme avec Nathalie, éducatrice spécialisée. La co-animation permet de repérer le langage non-verbal des adolescents. Nous visitons chaque classe deux fois, une fois pendant 2 heures en mixité et une fois pendant 1 heure en non-mixité. Lors de notre première intervention, nous n'abordons pas immédiatement la question de la prostitution. Nous abordons des sujets en rapport avec la santé, les relations filles/garçons et la vie en communauté. Pour amener le sujet de la prostitution, nous abordons la question du consentement et nous posons la question : « Jusqu'où suis-je prêt·e à aller par amour ? ». Si des termes tels que « michetonnage³ » ou « escorting⁴ » surgissent, nous les saisissons pour comprendre ce qu'ils entendent par ces termes, ce qu'ils en connaissent, et vers qui ils peuvent se tourner pour en parler. À la fin des séances, nous restons disponibles pour permettre aux jeunes de venir discuter de problématiques liées à la sexualité ou à la prostitution.

Quels sont les projets pour l'année 2023/2024 pour le Pôle formation ?

Nous recevons de plus en plus de sollicitations d'équipes du médico-social qui ont des suppositions d'activité prostitutionnelle pour des jeunes qu'ils accompagnent. Nous rencontrons les équipes en leur présentant le service, nos missions, notre accompagnement et nous réfléchissons ensemble aux modes d'intervention : actions collectives ou individuelles.

Les écoles d'éducateurs spécialisés et d'assistantes sociales sont aussi en demande de formation. Le fait d'ajouter cette problématique au cursus de formation initial est intéressant : les étudiants découvrent la prostitution des mineur·e·s et étayent leurs réseaux, notamment en connaissant Entr'actes.

En savoir +



1 - Institut Régional du Travail Social

2 - La certification Qualiopi vise à attester de la qualité du processus mis en œuvre au sein des organismes de formation et permet une plus grande lisibilité de l'offre de formation auprès des entreprises et des usagers

3 - Personnes non-professionnelles qui entretiennent des rapports romantico-sexuels avec des hommes uniquement dans le but d'obtenir des faveurs financières et matérielles

4 - Le terme « escort » désigne le plus souvent un service d'accompagnement qui, généralement, est associé à des services sexuels

Acteur lillois de lien et
d'innovation sociale



Prévention du décrochage scolaire et social

Proposer une solution
à chaque jeune en
situation de décrochage

Insertion professionnelle

Favoriser les conditions
d'une insertion
professionnelle durable

Présence dans les quartiers

Tisser du lien social
avec les jeunes et leur
famille dans leur quartier

Réduction des risques

Accompagner les
travailleurs·se·s du sexe
et les usager·ère·s de
drogues

Prévention de la radicalisation

Soutenir et accompagner
les familles et les jeunes

Contact Entr'Actes

10 rue du Metz, 59000 LILLE

Tél : 03 20 55 64 66

Port : 07 61 51 99 86 - entractes@itineraires.asso.fr

Siège d'Itinéraires :

8 rue du Bas Jardin, 59000 Lille

Tél : 03 20 52 11 00

contact@itineraires.asso.fr

www.itineraires.asso.fr

